L'Europe, la Russie et la guerre d'Ukraine

Entre la masse russe et l'enclume américaine

Soutiens décidés de l'Ukraine agressée, les Européens sont pris à contre-pied par les changeantes positions de l'administration Trump. Ils sont désormais vus par Moscou comme des obstacles à la normalisation des rapports russo-américains. Exclus de fait des manœuvres diplomatiques, ils ne disposent guère de cartes autonomes pour peser sur la fin de la guerre et se retrouvent menacés d'un retrait américain du conflit, et du continent.

Les relations entre l'Europe et la Russie s'étaient dégradées avec le renversement de Kadhafi en Libye et la guerre civile en Syrie, et surtout après l'annexion de la Crimée en mars 2014 et le soutien russe aux sécessionnistes du Donbass. Mais les liens économiques n'étaient pas rompus. Soucieux de sauver un modèle économique profitable (énergie pas chère, main-d'œuvre d'Europe centrale et orientale bien formée, marchés d'exportation en Asie…), Berlin et Paris ont tenté de désamorcer la crise ukrainienne. Ils ont créé, avec la Russie et l'Ukraine, le format Normandie (juin 2014) qui a parrainé les accords de Minsk 2 de février 2015, matrice d'un règlement de paix (sauf pour la Crimée non mentionnée dans l'accord) fondé sur l'octroi d'un statut spécial d'autonomie aux provinces du Donbass. Mais l'Europe a perdu en partie son crédit en se montrant incapable de faire appliquer ces accords. Sa dernière tentative, le sommet du format Normandie de décembre 2019, devait déboucher sur une formule d'application des accords de Minsk, mais ce fut un échec.

Pour Moscou, l'Europe a ensuite renoncé à ses efforts et fait prévaloir la solidarité occidentale et le soutien à l'Ukraine. Elle a soutenu en juin 2020 la signature d'un accord de partenariat approfondi entre l'Ukraine et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Elle a refusé, avec les États-Unis et l'OTAN, en décembre 2021, les propositions russes – certes comminatoires – de signer un traité visant à la neutralisation totale de l'Ukraine, prévoyant des limitations à la présence de l'OTAN en Europe centrale et orientale, et la relance des négociations sur la réduction des armements nucléaires et classiques en Europe (seul ce dernier point ayant suscité une réponse positive du bloc occidental). Mais le dialogue continuait et les Européens espéraient encore éviter une guerre à grande échelle.

La rupture du 24 février 2022

La tentative d'invasion de l'Ukraine du 24 février 2022 a radicalement changé la donne. Les Européens ont pris conscience que leurs efforts diplomatiques avaient été inutiles et ont basculé dans un régime de sanctions sévères contre la Russie, avec un soutien massif à l'Ukraine envahie. La rupture des liens gaziers, au moins pour le gaz naturel, a entraîné un changement de modèle économique pour de nombreux pays dont le mix énergétique était fondé sur un gaz russe bon marché. Les sanctions se sont accumulées (25 000 à ce jour), et de nombreuses firmes européennes ont quitté le marché russe et renoncé à leurs investissements (100 milliards de dollars selon certaines évaluations).

Les Européens ont apporté une aide substantielle, militaire et financière à l'Ukraine (138 milliards de dollars fin février 2025, soit plus de la moitié du total selon l'Institut de Kiel). Une guerre hybride s'est déployée sur plusieurs fronts, en Afrique et dans les territoires d'Outre-mer (aux dépens de la France), au Moyen-Orient, en Europe même avec certaines tentatives de déstabilisation opérées par la Russie… Sans accepter la co-belligérance, les pays européens sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient pour aider Kiev en livrant du matériel militaire perfectionné et du renseignement, en formant des combattants (brigade Anne de Kiev pour la France), voire en installant des usines d'armement (France, Allemagne…). Les pays européens ont appuyé l'inculpation de Poutine comme criminel de guerre par la Cour pénale internationale et soutiennent l'idée d'un tribunal spécial pour le juger. Tous les contacts politiques et diplomatiques ont été réduits au minimum, voire interrompus. La plupart des États européens ont été classés par le gouvernement russe comme « inamicaux ».

Le regard de Moscou sur l'Europe a changé

La vision des autorités russes sur l'Europe s'est aussi modifiée en profondeur, tout comme l'image que la Russie avait d'elle-même. La balance penchait jusqu'alors en faveur des « occidentalistes », au détriment des lointains héritiers des « slavophiles » convaincus du caractère irréductible d'une identité russe finalement plus proche de l'Asie. Elle s'est durablement inversée en faveur du « pivot asiatique ». C'était en Asie que la Russie pouvait trouver son développement économique, le soutien de régimes favorables, voire sa technologie. Les idéologues proches du régime (Sourkov, Loukianov…) ont développé à l'envi le thème des vaines ouvertures de la Russie vers l'Europe qui la rejette. Et le régime de dénoncer l'individualisme décadent des sociétés européennes, jugé incompatible avec l'essence profonde du peuple russe. La Constitution a même été modifiée pour y ancrer les valeurs les plus traditionnelles (mariage entre un homme et une femme, références convenues à l'histoire, à la religion…). Il est douteux que ce type de propagande ait grande influence sur les 75 % de la population russe de la partie européenne de la Russie : survit néanmoins le sentiment diffus d'un refus des Européens d'accepter la Russie dans leur club fermé…

La lutte contre le *wokisme* ouverte par Donald Trump rapproche Moscou de Washington. Le discours du vice-président James D. Vance à la Conférence sur la sécurité de Munich en février 2025 sur la décadence de la civilisation européenne,

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.

a été très bien accueilli à Moscou. La rupture « civilisationnelle » est ressentie comme forte avec une Europe hostile, dont les valeurs traditionnelles chancellent, jugée affaiblie et décadente. Les pays européens, puissances en déclin mais au pouvoir de nuisance important, doivent donc être contrés partout. Pour Moscou l'essentiel est de normaliser ses relations avec Washington, l'Europe suivra.

Le « facteur Trump » éloigne encore l'Europe de la Russie

Le traitement de la guerre d'Ukraine par le président Trump et son équipe, la reprise du dialogue Washington-Moscou, ont d'abord donné à l'Europe (Union européenne et Royaume-Uni) le rôle d'ultime soutien de l'Ukraine face à la Russie. Trump s'est accommodé des principales revendications russes : cession des cinq régions (oblasts) occupées, neutralisation d'une Ukraine interdite d'OTAN, allègement des sanctions… Seule la limitation des effectifs de l'armée ukrainienne, souhaitée par Moscou et dont le principe avait été quasiment acquis lors de la négociation ratée d'Istanbul en avril 2022, n'a pas été prise en compte par les propositions américaines.

Trump a humilié Zelensky dans le Bureau ovale le 28 février et suspendu l'aide américaine pour le conduire à accepter ses propositions. Il est même allé jusqu'à envisager de nouvelles élections pour « relégitimer » le pouvoir de Kiev, comme le souhaitait Poutine. Il a mis une sourdine à sa proposition initiale de confier aux Européens les « garanties de sécurité » à l'Ukraine – ce que les Russes refusent. Il a manifesté son indulgence pour les tergiversations russes sur la question du cessez-le-feu en Ukraine et en mer Noire, sur le préalable d'un cessez-le-feu général et inconditionnel avant l'ouverture de négociations et, plus globalement, pour les réticences évidentes de Moscou, qui a l'avantage sur le terrain, à se prêter à une négociation de fond.

Trump a cherché à normaliser rapidement les relations Washington-Moscou : réunions à Istanbul d'avril 2025 sur la réouverture de sites diplomatiques, rétablissement de lignes aériennes directes, règlement des litiges immobiliers… Il a mis l'accent sur la relance des liens économiques (réunions à Riyad le 18 février 2025, à Washington le 4 avril avec Kirill Dmitriev, président du Fonds de développement RFID, pour réouvrir le marché russe aux entreprises américaines, lancer des coopérations sur l'énergie, les métaux rares, l'Arctique…). Enfin, les Américains ont répété que l'Ukraine n'était pas leur priorité, et qu'en cas d'échec de leurs initiatives, ils se retireraient du jeu, laissant l'Europe face à ses responsabilités.

L'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni ont de leur côté confirmé leur soutien à l'Ukraine. Ils ont d'abord constitué la Coalition des volontaires, prêts à fournir des troupes en garantie de sécurité pour l'Ukraine en cas d'accord. Ils ont continué à demander le retrait intégral des territoires occupés. Ils ont exigé, avant toute négociation et sous peine de nouvelles sanctions « massives », un cessez-le-feu de 30 jours sans conditions – proposition initiale de la délégation américaine le 13 mars à Djeddah, acceptée par Zelensky, éludée par les Russes… Ils ont rappelé la nécessité de la restitution des territoires occupés, de compensations financières et de garanties de sécurité pour l'Ukraine, sans exclure celles de l'OTAN.

Face au réalisme (ou au cynisme) de Trump, les Européens soulignent la dimension axiologique de la guerre (régimes autoritaires contre démocraties), invoquent le droit international et le respect des frontières et des souverainetés, dénoncent une menace russe portant au-delà de l'Ukraine. L'UE s'arme (programmes d'équipement, suppression des freins à l'endettement aux fins de défense…), entend développer son autonomie stratégique face aux Américains comme aux Russes, et renouvelle son appui total aux positions ukrainiennes lors des Conseils européens des 6 et 20 mars 2025.

La presse russe a donc changé de ton. Trump a « compris » la position russe, et les médias redirigent leurs feux contre l'UE et le Royaume-Uni : hier caniches des États-Unis, puis « pays inamicaux », désormais « fauteurs de guerre », voire ennemis principaux…

Les Européens plaident à Washington pour un durcissement face à Moscou

Les propositions de Trump ont déclenché un vrai débat à Moscou. Fallait-il profiter de cette occasion pour normaliser les relations avec Washington et entamer une nouvelle relation sur un pied d'égalité, au prix d'un renoncement aux ambitions en Ukraine ? Ou au contraire poursuivre une guerre où l'armée russe commençait à prendre l'avantage pour atteindre à tout prix l'objectif d'une mise sous tutelle, au risque de mécontenter Trump et d'ouvrir une longue période de tensions avec l'Occident ?

Moscou a donc cherché à gagner du temps, au risque d'apparaître comme un facteur de blocage. Malgré la perspective de la reconnaissance *de jure* de l'annexion de la Crimée (qui a suscité l'indignation de Zelensky), Poutine ne s'est pas satisfait des propositions américaines. Manquait notamment pour Moscou la réduction des forces ukrainiennes et l'octroi de nouveau territoires annexés mais non occupés. Les réserves russes sur une trêve inconditionnelle de 30 jours, acceptée par les Ukrainiens, ont déçu Trump.

De leur côté, les Européens apparaissent pour les Russes comme un facteur de complication de leurs relations avec Washington et de leurs ambitions en Ukraine. L'Europe a tenté d'amender les propositions américaines dans un sens pro-ukrainien. Elle s'est dite prête à se substituer à l'aide américaine en cas de retrait et a préparé de nouvelles sanctions (17e paquet…), tentant d'inscrire ses positions dans le cadre de l'initiative américaine. Les efforts des Européens pour rapprocher Trump de Zelensky, avec par exemple l'entretien du 26 avril au Vatican, et surtout la signature par Kiev le 8 mai de l'accord souhaité par Trump sur la gestion en commun des ressources minières ukrainiennes, ont conduit ce dernier à durcir un peu son approche vis-à-vis de Moscou.

Malgré la poursuite des discussions, Moscou est apparue comme le principal facteur de blocage, ou de retardement, d'une initiative de paix dont Trump attendait des résultats rapides. Les gestes d'impatience se sont multipliés. Les livraisons d'armes américaines à Kiev ont repris après une brève suspension. La menace de nouvelles sanctions en lien avec les « partenaires » des États-Unis, a été brandie. La perspective d'un retrait américain du processus de paix, cette fois sans interruption de l'aide

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.

à l'Ukraine, à nouveau agitée. Vu de Moscou, l'influence négative de l'Europe, et notamment de la France qui a fortement contribué à cette évolution, s'est fait sentir : il n'est pas question que participe aux négociations une UE pur soutien à l'Ukraine et qui a renoncé à un rôle diplomatique spécifique. Le contentieux s'est alourdi.

L'Europe obstacle à la paix de Trump ?

Lors de la rencontre du 10 mai 2025 à Kiev entre Zelensky, le président français, le chancelier allemand et les Premiers ministres anglais et polonais, ces derniers ont renouvelé leur appui à l'Ukraine et posé un ultimatum à Moscou, qui devait accepter, sous peine de nouvelles sanctions massives, une trêve de 30 jours sans conditions. Les Russes conditionnaient, eux, le cessez-le-feu à l'interruption, pendant cette période, de toute aide militaire et à un accord préalable sur les grandes lignes de l'accord définitif.

Un moment au diapason avec Washington, les Européens se trouvaient à nouveau pris à contre-pied par un Trump qui renonçait au préalable de la trêve et acceptait, le 11 mai, une contre-proposition de Poutine d'organiser des contacts directs russo-ukrainiens. La manœuvre russe était contrée par la demande – refusée par Poutine, appuyée par les Européens et ignorée par Trump – d'une négociation directe au sommet entre présidents ukrainien et russe. Les rencontres du 15 mai et du 2 juin ont permis la libération de prisonniers et l'échange de mémorandums aux contenus incompatibles. Mais elles ont ouvert un nouveau processus dont les États-Unis, absents d'Istanbul le 2 juin, se retirent de plus en plus, laissant l'Ukraine et ses alliés européens face à la Russie.

Dans ce jeu, le président Zelensky n'est pas politiquement en mesure d'accepter une paix aux conditions de Trump, jugées trop favorables à Moscou, tandis que Poutine cherche à accentuer son avantage sur le terrain et à gagner du temps tout en amadouant Trump… L'Europe apparaît aux Russes comme interférant dans leur dialogue égalitaire avec des Américains *a priori* mieux disposés, comme essayant de durcir la position de Trump à leur égard, renforçant les réticences de Kiev face aux propositions américaines.

Présentée, notamment aux pays du « Sud global », comme belliciste puisqu'elle retarde une paix qui ne peut se faire, dans l'esprit des Russes, que par l'acceptation de l'essentiel de leurs exigences, l'Europe est devenue un adversaire, à marginaliser dans les négociations. En revanche, après cinq entretiens téléphoniques à la mi-juin, un sommet Trump/Poutine devrait permettre aux Russes d'imposer leurs positions à Kiev *via* les pressions américaines, d'accélérer la normalisation avec Washington et de consacrer une rupture entre l'Europe et les États-Unis. Au pire, il permettrait de déconnecter la situation en Ukraine de la normalisation des relations avec Washington, laissant les Européens face à leurs responsabilités.

Un divorce prolongé

Les perspectives d'une amélioration des relations entre la Russie et l'UE sont donc sombres. L'UE pourra-t-elle assurer, seule, la survie de l'Ukraine en cas de « lâchage » américain ? Les États-Unis de Trump veulent normaliser leurs rapports avec Moscou et y retrouver leurs parts de marché. Ils se retirent progressivement

d'Europe, lui menant une guerre économique, l'accablant de droits de douane dont la Russie est exemptée… La Chine soutient les Russes et pourrait rediriger ses exportations bloquées par les tarifs américains vers le marché européen. Dans ce contexte, la relation Europe/Russie dépend des résultats de l'initiative de Trump pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

Si Poutine continue à éluder les propositions de Trump et poursuit avec succès son offensive, un durcissement des relations russo-américaines est probable. Le découplage entre la question ukrainienne et la normalisation économique russo-américaine, tant souhaité par Trump et Poutine, sera remis en cause. L'Europe pourrait alors être à nouveau au diapason américain, et une véritable guerre froide s'instaurerait pour longtemps.

Si Trump, en l'absence de résultat rapide, se désengage du conflit sans renoncer à la normalisation économique avec Moscou, l'Europe sera devant un choix difficile : s'incliner ou continuer à soutenir toute seule l'Ukraine au risque d'échouer, de perdre son crédit et de renoncer à un éventuel retour sur le marché russe. Le risque d'affrontement ne peut pas être totalement exclu.

Si Poutine finit par accepter les offres de Trump et renonce à établir sa tutelle sur l'ensemble de l'Ukraine, l'Europe devra se prononcer sur un accord bancal faisant la part belle aux intérêts russes, et les contradictions entre Européens seront exacerbées. Certains se rallieront à l'initiative américaine, se dépêchant de revenir sur le marché russe (les Britanniques, les Italiens, les Hongrois, peut-être les Allemands dont l'économie est la première victime collatérale de la guerre). Pour d'autres, plus réticents (Polonais, Baltes, Scandinaves…), la rupture avec la Russie pourrait durer au moins jusqu'au départ de Poutine (qui peut rester jusqu'en 2036). La France sera devant un choix difficile : demeurer à la tête de la Coalition des volontaires soutenant l'Ukraine ou préparer une normalisation que les Russes lui feront payer au prix fort.

En cas de succès de Trump, les Européens se rallieront tôt ou tard à un accord russo-ukraino-américain, et la course à la normalisation avec Moscou sera relancée. Alors se posera la question d'une nouvelle « architecture de sécurité » en Europe, qui devrait nécessairement inclure la Russie. La Communauté politique européenne, fruit d'une initiative du président Macron, pourrait en être le premier creuset.

J. de G.

Pour en savoir plus

- J. de Gliniasty, « La longue histoire des garanties de sécurité à l'Ukraine : 1991-2025 », *Politique étrangère*, vol. 90, n° 1, Ifri, printemps 2025.
- T. Gomart, *L'accélération de l'histoire. Les nœuds géostratégiques d'un monde hors de contrôle*, Paris, Tallandier, 2024.
- P. Vimont, « Ukraine : l'année de la paix incertaine », *Politique étrangère*, vol. 90, n° 1, Ifri, printemps 2025.

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.